



Assemblée générale

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale
13 décembre 2000
Français
Original: anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 50^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 7 novembre 2000, à 15 heures

Présidente : Mme Gittens-Joseph. (Trinité-et-Tobago)

Sommaire

Point 109 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (*suite*)

Point 114 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 109 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite) (A/C.3/55/L.21)

Projet de résolution A/C.3/55/L.21 : Élargissement du comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

1. **M. Albin** (Mexique) introduit le projet de résolution A/C.3/55/L.21 au nom de ses auteurs. Il rend également hommage au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sortant, Mme Sadako Ogata, et assure le nouveau Haut Commissaire, M. Ruud Lubbers, ancien Premier Ministre des Pays-Bas, du plein appui de son gouvernement. En qualité de pays hôte pourvu d'une expérience étendue en matière d'élaboration de solutions humanitaires durables aux problèmes de réfugiés, le Mexique espère être élu comme membre supplémentaire au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Le Mexique est signataire de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et de son Protocole de 1967.

Point 114 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)

(A/C.3/55/L.34, A/C.3/55/L.36, A/C.3/55/L.37, A/C.3/55/L.39, A/C.3/55/L.40, A/C.3/55/L.41, A/C.3/55/L.44, A/C.3/55/L.45, A/C.3/55/L.46, A/C.3/55/L.53, A/C.3/55/L.54, A/C.3/55/L.57, A/C.3/55/L.58 et A/C.3/55/L.59)

Projet de résolution A/C.3/55/L.34 : Les droits de l'homme et la diversité culturelle

2. **M. Alaei** (République islamique d'Iran) présente au nom de ses auteurs le projet de résolution A/C.3/55/L.34 qui se fonde sur une résolution similaire adoptée par consensus lors de la session précédente. Le nouveau paragraphe 2 reflète la reconnaissance internationale du lien entre les défis posés par la mondialisation et la vie culturelle des différents peuples et nations. Le dialogue entre les différentes cultures constitue un instrument important pour la promotion de la

paix et de la solidarité à l'échelle mondiale ainsi que de l'universalité des droits de l'homme.

Projet de résolution A/C.3/55/L.36 : Proclamation du 18 décembre comme Journée internationale des migrants

3. **Mme Monroy** (Mexique) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.36 au nom de ses auteurs ainsi que de l'Afrique du Sud, de l'Azerbaïdjan, du Ghana, du Honduras et de la République démocratique du Congo. Les États-Unis d'Amérique se retirent du projet de résolution.

Projet de résolution A/C.3/55/L.37 : Décennie des Nations Unies pour l'éducation aux droits de l'homme, 1995-2004, et information dans le domaine des droits de l'homme

4. **Mme Toomey** (Australie) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.37 au nom de ses auteurs, auxquels se sont joints l'Arménie, le Botswana, le Cambodge, le Cap-Vert, le Costa Rica, la Croatie, El Salvador, les Îles Marshall, les Îles Salomon, l'Inde, le Kazakhstan, Madagascar, le Mali, la Mongolie, le Maroc, le Népal, le Nicaragua, le Panama, les Pays-Bas, les Philippines, la République démocratique du Congo, la République de Moldova, la République tchèque, le Rwanda, le Swaziland, le Togo et Vanuatu.

Projet de résolution A/C.3/55/L.39 : Situation des droits de l'homme au Cambodge

5. **M. Ito** (Japon) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.39 au nom de ses auteurs, auxquels se sont joints l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Irlande du Nord, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni de Grande Bretagne. Le texte a été revu pour refléter les souhaits de ses auteurs. Au paragraphe 12, les mots « des normes internationales telles que » ont été supprimés. Un nouveau paragraphe vient s'ajouter après le paragraphe 18, qui se lit comme suit : « Prend note avec intérêt de la signature du Cambodge du Statut de Rome de la Cour pénale internationale ». Au paragraphe 26, avant le mot « à prévenir », ajouter « à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir ». D'autres modifications mineures de forme ont également été apportées au texte.

6. Le projet de résolution est le fruit de consultations fructueuses avec le Gouvernement du Cambodge.

Il vise à encourager la communauté internationale à aider le Gouvernement à améliorer la situation des droits de l'homme dans ce pays, le manque de ressources constituant le principal obstacle à son amélioration.

Projet de résolution A/C.3/55/L.40 : Promotion et consolidation de la démocratie

7. **M. Dumitriu** (Roumanie) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.40 au nom de ses auteurs, auxquels se sont joints l'Afrique du Sud, l'Islande, Malte, la Mongolie et le Togo. Tous les auteurs ont souligné l'importance qu'ils attachaient aux principes et à la pratique de la démocratie. En dépit de l'existence de points de vue divergents sur les moyens de promouvoir et de consolider la démocratie, il a été généralement admis que la démocratie permet aux gens d'être partie prenante à leur société et qu'elle offre l'environnement politique et social le plus favorable pour une pleine et entière jouissance des droits de l'homme. De surcroît, la démocratie est essentielle dans des sociétés stables qui poursuivent l'objectif d'une vie meilleure et plus prospère. Elle représente aussi le meilleur moyen pour traiter les causes fondamentales des violents conflits du jour qui sont avant tout des conflits internes.

8. Le projet de résolution reflète un large soutien en faveur de la démocratie et du processus de démocratisation. La démocratie, par définition, est perfectible : il y a toujours moyen d'améliorer le fonctionnement des institutions démocratiques et de promouvoir un respect accru à l'égard des valeurs démocratiques.

Projet de résolution A/C.3/55/44 : Renforcement de l'état de droit

9. **M. Fonseca** (Brésil) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.44 au nom de ses auteurs et de l'Érythrée.

Projet de résolution A/C.3/55/L.45 : Respect de la liberté universelle de circulation et importance capitale du regroupement familial

10. **Mme de Armas García** (Cuba) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.45, tout en le révisant oralement, au nom de ses auteurs et du Honduras. À la fin du second paragraphe du préambule, les mots « ainsi que l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques » ont été ajoutés.

Projet de résolution A/C.3/55/L.46 : Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique

11. **Mme Korneliouk** (Bélarus) dit que sa délégation souhaite retirer le projet de résolution A/C.3/55/L.46 soumis pour examen au Comité durant la présente session. Bien que plusieurs délégations aient donné leur appui à ce projet, des consultations supplémentaires s'avèrent nécessaires.

Projet de résolution A/C.3/55/L.53 : Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité

12. **M. Reyes Rodríguez** (Cuba) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.53 au nom de ses auteurs. Il signale que du fait d'une erreur typographique l'Irlande figure au nombre des auteurs au lieu de la Jamahiriya arabe libyenne.

Projet de résolution A/C.3/55/L.41 : Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

13. **M. Ryan** (Irlande), présentant le projet de résolution A/C.3/55/L.41 au nom de ses auteurs, annonce que l'Azerbaïdjan, l'Inde et le Pérou se sont portés coauteurs. Dans la Déclaration du Millénaire, les dirigeants mondiaux ont lancé un appel pour que tous les êtres humains se respectent mutuellement dans toute la diversité de leurs croyances, de leurs cultures et de leurs langues; tout doit être fait pour traduire dans la réalité cette déclaration. La Déclaration universelle des droits de l'homme rappelle avec force le devoir de la communauté internationale de faire respecter la liberté de conscience et de religion tandis que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques réaffirme cette liberté, notamment celle de changer ses convictions ou ses croyances religieuses. Il s'agit là d'un droit fondamental qui ne peut souffrir d'aucune dérogation. Ces libertés sont également inscrites dans la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Toutefois, malgré certains progrès, les persécutions religieuses sont encore largement répandues.

14. Le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (A/55/280 et Add.1 et 2) a montré qu'aucun État ni aucune religion n'a le monopole en matière d'intolérance tout en dressant un tableau affligeant de l'ampleur des persécutions et discriminations religieuses dans toutes les parties du monde. Dans les cas les plus graves, des personnes ont été torturées ou exécutées uniquement en raison de leur

religion ou de leurs convictions; la montée de la violence inspirée par la religion et la destruction de lieux saints sont des motifs de grande préoccupation. Les droits fondamentaux des femmes continuent d'être violés au nom de la religion. Les minorités religieuses n'ont cessé d'être persécutées et la liberté de conscience et de religion des groupes vulnérables a été limitée. Tous les gouvernements doivent faire en sorte que les droits des personnes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses soient pleinement respectés.

15. Il est essentiel que les gouvernements coopèrent avec le Rapporteur spécial, notamment en autorisant des visites sur place, en particulier en prévision de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, conférence où la discrimination fondée sur la religion ou la conviction constituera une question importante. L'éducation aux droits de l'homme a un rôle crucial à jouer pour instaurer une plus grande tolérance. La convocation en 2001 d'une conférence sur l'éducation scolaire en relation avec la liberté de religion et de conviction (A/55/280, par. 121) constitue une initiative bienvenue. Le projet de résolution rend également hommage à l'important travail des défenseurs des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales pour promouvoir une plus grande liberté de religion et de conviction.

Projet de résolution A/C.3/55/L.54 : Arrangements régionaux pour la protection et la promotion des droits de l'homme

16. **M. El Khadraoui** (Belgique) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.54 au nom de ses auteurs, auxquels se sont joints la Bulgarie, Chypre, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, la Pologne et les Philippines. L'importance des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme a été reconnue à plusieurs reprises, tout particulièrement dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne. Le projet de résolution s'inspire largement du rapport du Secrétaire général (A/55/279) et souligne les principaux progrès accomplis au cours de ces derniers mois. Il se félicite de la coopération accrue entre le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les organisations intergouvernementales régionales, en particulier par le biais de son programme de coopération technique, ainsi qu'entre les organes internationaux et régionaux qui suivent l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il ac-

cueille également avec satisfaction la désignation de quatre conseillers régionaux, suite à la recommandation formulée à cet effet par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en 1993 en vue de favoriser une meilleure coordination ainsi qu'une coopération technique accrue à l'échelle régionale. Le projet prend également note de diverses initiatives régionales prises au cours de ces derniers mois sur tous les continents.

17. Il propose en outre une modification mineure au paragraphe 4, en remplaçant « la protection de la jouissance des droits de l'homme » par « la protection de tous les droits de l'homme ».

Projet de résolution A/C.3/55/L.55 : Les droits de l'homme et l'extrême pauvreté

18. **M. Chuquihua** (Pérou) présente le projet de résolution A/C.3/55/L.55 au nom de ses auteurs auxquels se sont joints l'Afrique du Sud, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Égypte, la Finlande, la Jordanie, la Jamahiriya arabe libyenne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée et la Thaïlande. La jouissance des droits de l'homme jusqu'à présent n'est pas automatique et la pauvreté constitue l'un des obstacles majeurs pour réaliser les niveaux de vie qui permettent à chacun de jouir de ces droits fondamentaux. En dépit des efforts menés par la communauté internationale pour réduire la pauvreté, près d'un milliard d'êtres humains vivent en dessous du seuil de pauvreté, sont analphabètes ou n'ont pas accès à l'eau potable, et plus de 2 milliards n'ont pas accès à un assainissement adéquat.

19. La reconnaissance du fait que l'extrême pauvreté fait obstacle à la jouissance effective des droits de l'homme est au cœur du projet de résolution. Une action internationale d'urgence s'impose pour lutter contre l'exclusion révélée par les statistiques économiques et sociales ainsi que pour encourager les populations à réaliser leur potentiel de développement; c'est pourquoi le projet de résolution souligne l'importance de la coopération internationale.

Projet de résolution A/C.3/55/L.57 : Le droit au développement

Projet de résolution A/C.3/55/L.58 : Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme

Projet de résolution A/C.3/55/L.59 : Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales

20. **M. Boang** (Botswana) présente les projets de résolution A/C.3/55/L.57, A/C.3/55/L.58 et A/C.3/55/L.59 au nom du Mouvement des pays non alignés et de la Chine et d'autres pays. Le Japon et la Nouvelle-Zélande se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.3/55/L.57, lequel, en vue de réaliser un consensus, est quasiment identique à la résolution 2000/5 de la Commission des droits de l'homme.

21. Le projet de résolution A/C.3/55/L.58, qui se fonde sur la résolution 54/113 de l'Assemblée générale ainsi que sur la résolution 2000/70 de la Commission des droits de l'homme, vise à instaurer des liens plus étroits entre toutes les parties prenantes du système des Nations Unies. Il propose deux modifications au texte : au quatrième paragraphe du préambule, « Réaffirmant » est à remplacer par « Reconnaisant également », ainsi que la suppression du paragraphe 1 et la renumérotation en conséquence de tous les paragraphes suivants.

22. Le projet de résolution A/C.3/55/L.59 porte sur les effets négatifs exercés par des mesures coercitives unilatérales sur le développement économique et social des pays concernés et les obstacles qu'elles posent à la pleine jouissance des droits de l'homme, en particulier au droit au développement. Le projet contient trois ajouts notables en comparaison du texte de l'an passé : le septième paragraphe et le paragraphe 1 *bis* du préambule sont nouveaux, et au huitième paragraphe du préambule, la phrase « et d'avoir des effets négatifs sur les activités sociohumanitaires et le développement économique et social des pays en développement » a été ajoutée après « d'être promulguées et appliquées ».

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (suite) (A/C.3/55/L.38)

Projet de résolution A/C.3/55/L.38 : Situation des droits de l'homme au Myanmar

23. **Mme Mårtensson** (Suède), introduisant la résolution A/C.3/55/L.38 au nom de ses auteurs, déclare que la Bulgarie, le Chili, le Costa Rica, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Grèce, l'Islande et la Pologne se sont portés coauteurs. Au paragraphe 10, la phrase « qu'il n'a appliqué aucune des trois recommandations » est à remplacer par la phrase « qu'il n'a pas mis en oeuvre l'ensemble des trois recommandations ».

24. Le projet de recommandation vise à donner une image précise de la situation actuelle au Myanmar.

Tandis que la coopération du Gouvernement avec le Comité international de la Croix-Rouge et la réouverture de la plupart des cours universitaires sont les bienvenues, la situation générale des droits de l'homme, en particulier pour ce qui a trait aux droits politiques et aux abus du système judiciaire, n'a cessé de se détériorer. Parmi les nombreuses violations des droits de l'homme déplorées dans le projet de résolution figurent les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la pratique de la torture et le travail forcé. De plus, en dépit des assurances antérieures du gouvernement, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar n'a toujours pas été invité à effectuer une visite dans le pays. Un calendrier devrait être établi pour un dialogue qui aboutisse à une réconciliation nationale, conformément à l'appel lancé par l'Envoyé spécial du Secrétaire général.

Point 109 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite)

Discussion générale (suite)

25. **M. Cordeiro** (Angola) associe sa délégation à la déclaration faite par le Mozambique au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe à la 48e séance.

26. L'Angola se félicite de l'excellent travail du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et rend hommage à la contribution des membres du personnel du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) qui ont perdu la vie.

27. Avec plus de 20 % de sa population déplacée du fait de la guerre et 4 % vivant dans les pays avoisinants, l'Angola est pleinement conscient des problèmes posés par les réfugiés et les personnes déplacées au sein du territoire national. Il est reconnaissant pour l'aide financière consentie par les États-Unis d'Amérique et par le Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays, qui est actuellement en visite dans le pays pour renforcer les programmes du HCR.

28. Le Gouvernement est également reconnaissant pour l'assistance déployée par toutes les organisations humanitaires et non gouvernementales, et exprime ses remerciements à la Zambie, à la République démocra-

tique du Congo, à la Namibie et à tous les autres pays qui ont accueilli des réfugiés angolais.

29. L'engagement pris par le Gouvernement de prendre en charge ceux qui sont dans le besoin et de réinstaller tous ceux qui sont dépourvus des services de base les plus essentiels s'est exprimé par l'allocation de 55 millions de dollars aux programmes d'assistance humanitaire ciblant en particulier les personnes déplacées. Ses priorités pour les mois à venir comprennent notamment la poursuite des opérations de survie des groupes les plus vulnérables; la réinstallation des personnes déplacées; l'élaboration de plans d'intervention d'urgence pour les zones où de nouveaux mouvements de population sont prévus; ainsi que de projets à effets rapides visant à restaurer les services de base ainsi que l'infrastructure rurale.

30. Le Gouvernement a lancé un programme pour répondre aux besoins les plus essentiels des réfugiés angolais, programme fondé sur des stratégies axées sur leur situation juridique ainsi que sur le rapatriement et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées.

31. Le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international est essentiel pour assurer les droits des réfugiés et des personnes déplacées, tandis que la sécurité du personnel humanitaire est d'importance vitale pour le succès des opérations humanitaires ou de maintien de la paix. L'Angola reconnaît sa responsabilité primordiale en ce qui concerne la sécurité de tous les personnels humanitaires.

32. La communauté internationale devrait augmenter son assistance en faveur des réfugiés et des personnes déplacées, appuyer les programmes de réduction de la pauvreté au sein de ces groupes et renforcer la coordination sous l'égide des gouvernements des pays concernés, notamment par le biais du Comité permanent interorganisations.

33. **M. Regmi** (Népal) rend hommage au Haut Commissaire sortant et à son personnel pour leur dévouement et pour leur détermination à résoudre les problèmes des réfugiés et des personnes déplacées partout dans le monde. Il exprime également ses félicitations au nouveau Haut Commissaire pour sa nomination

34. Le rapport du Haut Commissaire (A/55/12) fournit une vue d'ensemble affligeante du sort des réfugiés. Leur nombre a augmenté, ne laissant aucune région du monde indemne. Les victimes sont pour la majeure

partie des femmes et des enfants contraints de fuir les persécutions, les conflits armés, les catastrophes naturelles et les violations des droits de l'homme.

35. Tout au long de son histoire, le HCR a allégé avec succès les souffrances des réfugiés au moyen d'une stratégie de prévention, d'alerte rapide et de solutions concrètes. Le Haut Commissariat devrait renforcer sa stratégie en ciblant les régions où la situation demeure instable. Néanmoins, aucune solution durable aux problèmes des réfugiés ne peut être trouvée si l'on ne s'attaque pas à temps aux causes profondes du problème.

36. Sa délégation se félicite de l'attention prioritaire accordée par le HCR aux besoins particuliers des enfants et des femmes réfugiés ainsi qu'à l'impact de la présence des réfugiés sur l'environnement (ibid., par. 102 à 112). Elle est vivement préoccupée par la situation peu encourageante du financement du HCR du fait que ce dernier ne peut s'acquitter de son mandat sans un appui financier durable adéquat. Tous les pays donateurs, en particulier dans le monde développé, devraient augmenter leurs contributions et honorer leurs promesses de financement afin de permettre au HCR de s'acquitter de sa responsabilité de sauver des vies.

37. Le Népal est reconnaissant au HCR pour l'aide consentie en faveur des 100 000 réfugiés du Bhoutan qu'il a accueillis et demande à la communauté internationale de maintenir les niveaux actuels d'assistance comme un strict minimum. Conformément à sa conviction que les réfugiés ont le droit de retourner chez eux en sûreté et dans la dignité, le Gouvernement a entrepris des négociations bilatérales avec le Gouvernement du Bhoutan pour résoudre ce problème. Il formule le vœu que ce dernier fera preuve d'une plus grande bonne volonté pour trouver rapidement une solution.

38. La présence de vastes populations réfugiées dans les pays les moins avancés aggrave les problèmes économiques, sociaux et environnementaux déjà existants. Certains pays ont besoin d'une aide internationale pour éviter une aggravation de la pauvreté et le chaos.

39. **Mme Mohanta** (Inde) déclare que le Haut Commissaire restera dans les mémoires pour sa direction exemplaire et son travail sans relâche face à des tâches gigantesques. Sa vision continuera à être une source d'inspiration pour le HCR et tous les acteurs humanitaires. L'Inde présente également ses félicitations à son successeur.

40. Il n'existe pas de substitut à une réponse internationale concertée face à la situation mondiale des réfugiés qui est d'une complexité croissante. Le principe de la solidarité internationale et du partage des coûts est bien établi, mais souvent ignoré par certains pays riches. La qualité de l'asile s'est détériorée : souvent les réfugiés doivent faire face à des frontières fermées, à l'interdiction de traverser les mers, à l'expulsion, à un retour prématuré dans un milieu dangereux, et à une détention prolongée de la part de pays disposant des moyens nécessaires pour leur offrir asile et protection. Les sociétés ont une propension naturelle à protéger leur propre prospérité, mais ces pratiques restrictives exercent un effet négatif sur l'opinion publique mondiale en ce qui concerne la protection des réfugiés.

41. Les besoins des pays en développement, qui sont le plus touchés par les problèmes de réfugiés, devraient figurer en tête de liste de l'ordre du jour sur les réfugiés. L'impact social et économique subi par les pays hôtes de vastes populations réfugiées devrait être systématiquement évalué et traité à l'échelle de la coopération mondiale, à moins d'un déclin de la politique d'accueil.

42. L'Inde a pris note avec préoccupation que le HCR était en état chronique de sous-financement, selon le rapport du Haut Commissaire (par. 119 à 124), et que les financements insuffisants étaient en augmentation. Il est regrettable que les coupes budgétaires effectuées aient affecté des programmes prioritaires tels que ceux en faveur des femmes et des enfants. Une planification à long terme s'avère impossible sans financement assuré. De plus, la tendance des donateurs à se centrer sur certaines situations de réfugiés au détriment des autres, notamment en Afrique, est particulièrement préoccupante. Les pays donateurs devraient fournir un financement durable et autoriser le HCR à déterminer les priorités de l'affectation des fonds.

43. Peu d'attention a été accordée à la misère abjecte comme l'une des causes des flux de réfugiés. La pauvreté et des conditions dégradantes ont souvent fait jaillir le pire des êtres humains, donnant lieu à des conflits qui en ont estompé leurs causes premières. De larges flots de réfugiés ont été une des conséquences de ces conflits ou ont résulté d'un désir naturel de trouver de meilleures opportunités. Plutôt que de se centrer sur le rapatriement, la communauté internationale ferait mieux d'élaborer une stratégie préventive visant à réduire la pauvreté et d'investir dans le développement,

approche qui serait d'un meilleur rapport coût-efficacité.

44. Envisager des solutions aux problèmes des réfugiés à travers le prisme de l'accession aux instruments internationaux pertinents constitue une vue étriquée. Bien que l'Inde n'ait pas accédé à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, son engagement humanitaire est inégalé. L'Inde a accueilli un grand nombre de réfugiés et leur a fourni une aide au moyen de programmes entièrement financés sur ses ressources propres. Elle a constamment démontré son attachement aux principes de protection et de non-refoulement. S'agissant des consultations mondiales proposées sur la protection internationale, il faut espérer qu'elles privilégieront une approche pratique plutôt qu'un point de vue limité aux aspects juridiques.

45. Les États doivent mieux assurer la sécurité des réfugiés et du personnel du HCR. Une assistance pourrait être offerte pour les aider à renforcer leurs capacités de garantir la sécurité, mais toute tentative d'imposer des solutions irait à l'encontre du but recherché.

46. Alors que les États ont la responsabilité primordiale de protéger et aider les personnes déplacées au sein du territoire national, l'action internationale devrait assurer le respect du concept de souveraineté. Une action ne devrait jamais être engagée sans une demande du pays concerné.

47. **M. Widodo** (Indonésie) a exprimé les remerciements de sa délégation au Haut Commissaire pour ses nombreuses réalisations au cours de son mandat et a félicité son successeur auquel il offre son entière coopération.

48. L'Indonésie vit actuellement ses propres problèmes suite à l'afflux de milliers de réfugiés et de personnes déplacées qui ont fui le Timor oriental en 1999. La présence prolongée de camps de réfugiés le long des frontières d'un État a suscité des problèmes de nature humanitaire, nationale et internationale, requérant des efforts concertés de toutes les parties concernées en vue de trouver une solution globale. Conscient de la nécessité d'un nouvel élan pour résoudre la question des réfugiés, l'Indonésie a adopté un programme global d'action en collaboration avec le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations. L'enregistrement des réfugiés restants constitue l'une des tâches principales. Ainsi que le mentionne le rapport du Haut Commissaire (par. 69), plus de 150 000

personnes sont retournées au Timor oriental, un processus dans lequel l'Indonésie a joué un rôle important.

49. En dépit des progrès réalisés, nombre de difficultés ont surgi. Le Gouvernement indonésien a sévèrement condamné le meurtre de membres du personnel du HCR à Atambua, au Timor occidental et l'attaque du bureau du HCR en date du 6 septembre 2000. Le Président a écrit au Secrétaire général pour condamner cette violence et pour l'assurer de sa détermination de faire procéder à une enquête approfondie. Plusieurs arrestations ont déjà eu lieu.

50. L'Indonésie demeure en contact permanent avec l'Organisation des Nations Unies pour tout ce qui a trait aux décès des membres du personnel du HCR et à la sécurité des réfugiés. Deux bataillons ont été envoyés dans la zone pour renforcer le respect de l'ordre public, tandis que le Gouvernement a pris des dispositions répondant à la plupart des préoccupations soulevées par le HCR et a offert sa coopération à l'Organisation.

51. L'Indonésie a également invité les membres du Conseil de sécurité à se rendre à Atambua plus tard en novembre pour constater les progrès accomplis dans la restauration de la sécurité dans cette zone ainsi que dans l'enregistrement des réfugiés. Toutefois, une telle visite n'a pas pour objectif de réaliser les conditions posées par le HCR pour le retour des réfugiés vu que c'est cet organisme qui est responsable pour les réfugiés du Timor occidental. Il est fort regrettable que le HCR ait retiré son personnel de cette zone.

52. Les besoins humanitaires et les souffrances persistent dans le monde et le HCR a réalisé que des solutions durables exigent du temps, des efforts ainsi qu'un engagement international soutenu. Tout effort visant à résoudre les questions de réfugiés devrait y faire participer le pays concerné, de façon à ce que les spécificités propres à chaque situation puissent être prises en compte.

53. L'Indonésie s'est engagée à garantir la sécurité du personnel des organismes humanitaires. Néanmoins, toutes les organisations internationales, y compris le HCR, ont le devoir de prendre soin de leur propre personnel. Les gouvernements et tous les autres acteurs devraient protéger le personnel des organismes humanitaires, tandis que les intéressés devraient respecter les lois et les coutumes nationales.

54. Le Gouvernement indonésien n'a épargné aucun effort pour fournir de la nourriture et des abris aux réfugiés du Timor occidental et continuera à s'acquitter de ses obligations morales et légales à leur égard. Néanmoins, il est essentiel de s'attaquer aux causes fondamentales du problème. Il convient d'aller au-delà des appels au désarmement et à la dissolution des milices, et d'inclure un appel à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) pour la mise en oeuvre de programmes de stabilité et de développement favorisant le rapatriement sur une base volontaire.

55. Les États ont une responsabilité primordiale pour protéger les droits des réfugiés sur leur territoire, et l'Indonésie s'attache à s'acquitter de son obligation de fournir des secours à ceux qui sont dans le besoin. Elle espère poursuivre sa tradition de contribuer au renforcement du HCR et d'accorder aux réfugiés le droit d'asile. Ses engagements de résoudre les questions en émergence demeurent inchangés.

56. **Mme Nicodemos** (Brésil) rend hommage au Haut Commissaire qui a su gagner le respect des États Membres, des organisations non gouvernementales et des autres acteurs humanitaires en s'acquittant de ses tâches avec une grande compétence et un grand sens des responsabilités. Elle a fait face à des situations difficiles avec courage et compassion en s'appuyant sur le dévouement des fonctionnaires du HCR. En assurant le respect des principes fondamentaux du droit humanitaire et du droit international à l'égard des réfugiés, le HCR n'a pas seulement exercé son mandat, mais a contribué à la consolidation de la paix et à la stabilité.

57. Il est de plus en plus difficile de fournir une assistance humanitaire, comme en témoigne le meurtre récent de membres du personnel du HCR. La communauté internationale devrait autant que possible prévenir la répétition de tels actes honteux, tandis que les gouvernements devraient protéger le personnel humanitaire oeuvrant sous leur juridiction. Pour sa part, le Brésil s'est engagé à renforcer sa coopération internationale visant à protéger le personnel de l'Organisation des Nations Unies et celui des organisations humanitaires. En conséquence, il a ratifié la Convention de 1994 sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

58. Le manque de ressources a posé un problème majeur face aux réfugiés et aux personnes déplacées. Des régions entières et des pays confrontés à des crises

humanitaires n'ont pas bénéficié de l'attention qu'ils méritaient. La cause essentielle en est l'absence de volonté politique. Le HCR a beaucoup accompli pour aider ceux qui sont dans le besoin, en particulier ceux qui ne jouissent pas de l'attention internationale, et les États Membres ont l'obligation de lui fournir l'appui matériel et politique requis.

59. Il est préoccupant de constater que les réfugiés et les demandeurs d'asile deviennent de plus en plus des cibles dans les conflits armés ou soient transformés en boucs émissaires dans d'autres situations. La communauté internationale a le devoir impérieux de soutenir le droit d'asile et le principe du non-refoulement, qui constituent le fondement même de la protection internationale des réfugiés. Les attaques racistes et xénophobes ainsi que la discrimination à l'égard des réfugiés devraient être sévèrement condamnées et leurs auteurs traduits en justice.

60. La Commission nationale brésilienne pour les réfugiés (CONARE) a renforcé sa coopération avec le HCR. Des partenariats avec la société civile ont permis de mieux satisfaire les besoins essentiels des réfugiés tandis que des mesures ont été adoptées pour faciliter leur accès au marché du travail, à la sécurité sociale et aux soins de santé. En 2000, un accord de coopération technique a été signé avec le HCR en vue de renforcer les organisations et organes brésiliens offrant une assistance aux réfugiés, de sensibiliser l'opinion à leur sort et de stimuler l'intérêt du monde académique sur ces questions.

61. Le Brésil a adhéré aux principaux instruments internationaux relatifs à la protection des réfugiés et a élargi son interprétation de ces traités pour y inclure la situation des personnes fuyant des violations graves des droits de l'homme, motif permettant de leur accorder le statut de réfugié. Durant sa présidence en cours du Marché commun du Sud (Mercosur), le Brésil a entamé des négociations relatives à un protocole visant à harmoniser les législations pertinentes des pays membres et des pays associés.

62. La mise à disposition de ressources adéquates pour l'assistance humanitaire devrait recevoir une urgente priorité. L'idée selon laquelle les pays en développement ne seraient que des récipiendaires d'aide est un mythe. Nombre de ces pays supportent le poids de l'assistance aux réfugiés en provenance d'États voisins et mériteraient d'être récompensés par la communauté internationale pour leur générosité.

63. Le sort de millions d'individus dépend de la volonté politique internationale. La communauté internationale devrait respecter ses engagements de façon à redonner espoir aux réfugiés et leur permettre de jouir des droits de l'homme.

64. **M. Alemán** (Équateur) fait part de sa préoccupation face à l'aggravation du conflit en Colombie qui a poussé les réfugiés à traverser la frontière pour se rendre en Équateur. Il se félicite par conséquent de l'ouverture d'un bureau de liaison du HCR dans son pays tout en exprimant son appui aux efforts du HCR menés en coordination avec des partenaires de la société civile. Son gouvernement continuera à encourager de telles actions. Il invite la communauté internationale à appuyer les capacités pour faire face à de telles situations d'urgence.

65. Il s'est déclaré vivement préoccupé par le cas d'un banquier équatorien, un fugitif recherché par la justice, qui a été arrêté au Liban et qui devait être extradé vers l'Équateur, mais qui a été en mesure d'échapper à la justice lorsque le représentant du HCR au Liban lui a accordé le statut de réfugié politique. Bien que par la suite le HCR ait reconnu l'erreur de son représentant, la procédure d'extradition a été interrompue et les relations de l'Équateur avec le HCR et les pays qui sont intervenus pour empêcher l'extradition en ont souffert. Le fonctionnaire responsable de cette erreur devrait encourir une sanction sévère.

66. L'année 2001 marquera le cinquantième anniversaire de l'adoption de la Convention relative au statut des réfugiés. Il rend hommage à tous ceux qui oeuvrent pour assurer la protection des droits des réfugiés et souscrit à la proposition de l'Afrique du Sud que le 20 juin soit déclaré « Journée mondiale des réfugiés » commémorée chaque année au titre des efforts visant à accroître la sensibilisation de l'opinion et à trouver des solutions durables au problème des réfugiés. Son gouvernement se félicite également des consultations du HCR avec les gouvernements sur les moyens de revitaliser la protection internationale des réfugiés.

67. **M. Cong Jun** (Chine) dit que les disputes ethniques, religieuses et territoriales continuent de menacer la paix mondiale et la sécurité tout en générant des flots de réfugiés. Les trois quarts d'entre eux sont concentrés dans les pays en développement et provoquent d'importantes perturbations sociales, économiques et environnementales tandis que les pays dévelop-

pés, en violation des principes internationalement reconnus, ont progressivement instauré des politiques d'asile de plus en plus restrictives. En outre, l'aggravation des conflits régionaux menace la sécurité des camps de réfugiés ainsi que le personnel des organismes humanitaires.

68. Durant 50 ans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés et le Protocole de 1967 ont servi de base légale à la protection des réfugiés. Toutefois, de nouveaux problèmes sont apparus, tels que les personnes déplacées dans leur pays, les vastes mouvements de population, le nombre croissant de migrants fuyant la misère et la distorsion des procédures d'asile. C'est pourquoi il se félicite que le HCR ait entrepris des négociations à l'échelle mondiale dans le cadre de la commémoration du cinquantième anniversaire de la Convention dans le but de rendre le système de protection des réfugiés à la fois plus efficace et plus dynamique. Le HCR doit continuer à exercer un rôle primordial, et les négociations devraient viser à obtenir que le HCR et les pays d'asile reçoivent des ressources suffisantes pour satisfaire les besoins des réfugiés, de manière à permettre aux pays en développement de réduire leur fardeau économique et social et favoriser leur développement à long terme tout en ouvrant la voie à une solution durable du problème des réfugiés.

69. En vue d'éliminer les causes profondes du problème des réfugiés, les pays doivent respecter leur souveraineté et leur intégrité territoriale respectives, les principes de non-agression, de non-interférence, d'égalité, d'intérêt mutuel et de coexistence pacifique, d'éducation au strict respect de la Charte des Nations Unies ainsi que des autres normes pertinentes tout en assurant la promotion du développement économique et social. Les pays d'origine, d'asile et d'établissement et les pays donateurs pourraient résoudre le problème des réfugiés en respectant les principes de la solidarité internationale et de partage des coûts.

70. En dépit de ses contraintes économiques, la Chine a offert asile et protection à 280 000 réfugiés et entretient de bonnes relations avec le HCR, dont le fonds autorenewable fonctionne de façon satisfaisante. Son gouvernement continuera à coopérer étroitement avec le HCR tout en renforçant sa coopération avec la communauté internationale et les parties concernées dans la perspective d'apporter une contribution à la solution du problème des réfugiés.

71. **M. Weiss** (Autriche) rappelle que c'est l'exode massif de près de 200 000 réfugiés hongrois en Autriche en 1956 qui fut l'une des premières grandes urgences du HCR ainsi que le premier exemple de partenariat avec d'autres institutions clefs telles que le Comité international de la Croix-Rouge, la Croix-Rouge autrichienne et d'autres agences bénévoles. Depuis lors, plus d'un million de personnes ont trouvé refuge sur le sol autrichien et les réfugiés et leur descendance représentent environ 10 % de la population du pays. Cette politique d'être une terre d'accueil a été maintenue sans interruption à travers les multiples crises jusqu'à ce jour et continuera de l'être dans les années à venir.

72. Prenant la parole au nom du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), il a relevé que l'OSCE avait évolué à partir d'une instance fixant des normes en une institution pleinement opérationnelle dont 70 % du budget est consacré aux activités sur le terrain. La coopération opérationnelle croissante entre l'OSCE et le système des Nations Unies représente un excellent exemple de l'application du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

73. L'une des priorités de l'Autriche a été l'élaboration d'approches globales de gestion des migrations. La Plate-forme de sécurité coopérative a été adoptée comme annexe à la Charte de sécurité européenne en vue de promouvoir un climat de coopération entre les nombreux acteurs concernés, y inclus le HCR, comme c'est le cas déjà au Kosovo. La coopération multidisciplinaire a également été renforcée en élargissant la coopération au niveau du siège avec le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations et le Conseil de l'Europe dans le cadre de la Conférence de la Communauté des États indépendants (CEI) pour y inclure les opérations sur le terrain et les représentants d'autres organismes internationaux pertinents. S'agissant du conflit tchéchène, un système d'informations et de consultations régulières a été mis en place entre l'OSCE et ses partenaires internationaux au sujet de la situation humanitaire et des droits de l'homme dans le nord Caucase. L'aide humanitaire dans cette région constitue une priorité absolue, et le groupe d'assistance de l'OSCE à la Tchétchénie, conjointement avec des organisations non gouvernementales, met en oeuvre des projets humanitaires qui ciblent les enfants et les jeunes durant la phase initiale. L'OSCE continuera à renforcer sa coopération avec le HCR.

74. **M. Sangaré** (Mali) déclare qu'il est plus essentiel que jamais que la communauté internationale mette au point des stratégies efficaces pour traiter des problèmes posés par les réfugiés, les personnes déplacées, les rapatriés et les victimes de catastrophes naturelles. Les causes fondamentales des conflits armés, telles que la récession économique, la pauvreté, le déficit démocratique, les préjugés ethniques et l'intolérance religieuse doivent être traitées par le biais d'une culture de la paix, de la démocratie et du dialogue entre les civilisations. La paix doit être consolidée après les conflits et ceux qui ont perpétré des crimes doivent être punis. Des systèmes d'alerte rapide de catastrophes naturelles doivent être conçus. Il a également relevé que près de 90 % des victimes vivaient dans des pays en développement, où la pauvreté combinée à la pression démographique amènent les populations à s'exposer aux risques naturels susceptibles de se transformer ensuite rapidement en catastrophes.

75. L'argent dépensé pour les guerres ainsi que pour les interventions humanitaires et de secours serait mieux utilisé en faveur d'un développement durable et équitable. À cette fin, l'Afrique de l'Ouest a fondé la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un mécanisme de prévention, de résolution et de gestion des conflits qui, à son tour, a créé le Groupe de contrôle de la CEDEAO (ECOMOG) qui pourrait servir de modèle pour la création d'une force africaine. Il a également appuyé la mise en place d'un « conseil des sages » choisis dans toute l'Afrique en vue de promouvoir la coopération. Ces mesures constituent le fruit du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest. À cet égard, il souligne l'assistance financière en faveur des activités d'intégration régionale fournie par le Fonds européen de développement (FED) tout en exhortant l'Union européenne à tenir compte des conclusions de la réunion de Bamako des coordonnateurs nationaux du FED.

76. L'Afrique compte dans le monde le plus grand nombre de conflits, de réfugiés, de rapatriés et de personnes déplacées tout en recevant beaucoup moins d'aide que les autres régions du monde. Il exhorte par conséquent la communauté internationale à donner un plus grand soutien au plan adopté conjointement par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le HCR lors de la réunion spéciale d'experts techniques OUA/HCR tenue à Conakry en mars 2000, ainsi qu'à la mise en oeuvre des conclusions du sixième séminaire

OUA/CICR sur le droit international humanitaire qui a eu lieu à Addis-Abeba en mai 2000.

77. L'assistance humanitaire doit être fournie chaque fois qu'elle est requise, dans un esprit de coopération internationale. Les États doivent honorer les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du droit international humanitaire et mettre en place des dispositifs nationaux de sanction de violation de ces droits. Il rend hommage aux efforts du CICR et invite les États de l'Afrique de l'Ouest à tenir compte des conclusions de la réunion des comités consultatifs d'Afrique de l'Ouest du CICR tenue à Bamako en mars 2000. Des consultations doivent aussi être menées au sein du système des Nations Unies afin de mieux définir la notion d'interventions humanitaires et les coordonner avec les opérations de maintien de la paix. À cet égard, il réaffirme son attachement au rapport Brahimi sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809) et souligne la nécessité d'élaborer un nouveau cadre normatif pour les interventions humanitaires des Nations Unies.

78. Il salue les conclusions du séminaire sur les interventions humanitaires organisé en mai 2000 par le Gouvernement des Pays-Bas et annonce que son gouvernement étudiait quelle contribution il pourrait apporter, dans les limites de ses ressources, aux efforts humanitaires internationaux. L'objectif final est la création d'un nouvel ordre international humanitaire, efficace et dynamique, placé sous l'égide des Nations Unies, consacré à l'amélioration permanente de la qualité de vie des populations du monde.

79. **M. Thomson** (Observateur de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) s'est déclaré préoccupé par l'augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées ainsi que par la perspective de nouvelles augmentations en raison de crises humanitaires massives et continues. Malheureusement, l'attention de la communauté internationale ne se fixe pas suffisamment longtemps sur les crises pour assurer que l'aide atteindra les plus vulnérables, en particulier en ce qui concerne les crises africaines et les crises dont les médias font peu de cas. Il en découle une montée préoccupante de la conditionnalité du financement qui ne bénéficie pas toujours aux groupes les plus touchés.

80. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est dans une position privilégiée pour aider à identifier les besoins les

plus cruciaux grâce aux contacts de ses sociétés membres avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les responsables, dans une approche caractérisée par son humanité, son impartialité et sa neutralité. La Fédération est le partenaire le plus important du HCR, travaillant avec celui-ci dans de nombreux pays, notamment dans tous les pays d'asile. L'augmentation du nombre de crises et le changement d'attitude à l'égard des demandeurs d'asile ont rendu plus nécessaires encore le travail en commun du HCR et de la Fédération ainsi qu'une participation accrue des sociétés nationales dans cette coopération. La Fédération a également collaboré avec le HCR et des organisations non gouvernementales à l'élaboration d'un programme de formation sur la protection des réfugiés dans le cadre de l'initiative « reach out » du HCR.

81. La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ont oeuvré en faveur des personnes et groupes vulnérables sans tenir compte de leur statut de réfugié ou de personne déplacée, et leurs sociétés, dans le cadre de la législation nationale de leur pays, se sont activement occupées du sort des personnes déplacées, une crise de plus grande ampleur que celle des réfugiés. La Fédération a contribué à nombre d'initiatives au cours de l'an passé. Elle s'est toutefois déclarée préoccupée que ses actions aient été restreintes aux déplacements entraînés par la guerre, en vertu des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, car des souffrances et des déplacements analogues sont provoqués par des catastrophes naturelles ou par certains gouvernements lorsqu'ils déplacent de force leurs populations pour libérer le sol pour des projets agricoles ou de développement, générant ainsi des difficultés tant pour les populations déplacées que pour les populations d'accueil. Ce sont précisément ces types de déplacements qui ne retiennent pas l'intérêt des médias. Il souligne que la Fédération continuera à rechercher une approche à la fois plus globale et plus cohérente pour répondre aux besoins des personnes déplacées dans leur propre pays.

82. Les sociétés nationales affiliées à la Fédération ont également porté leur attention sur le bien-être et les besoins des migrants. Qu'une personne soit définie comme réfugié ou comme migrant tient souvent davantage aux politiques du pays hôte qu'aux circonstances réelles de leur situation. Cette confusion au niveau des politiques de certains États de même que sur le plan international est susceptible d'avoir des incidences sérieuses sur le bien-être des personnes concernées. En

outre, les gouvernements de nombreux pays en développement tentent de limiter l'immigration tout en s'efforçant d'attirer des personnes compétentes pour répondre aux besoins spécifiques de leurs économies. Ces restrictions ont entraîné une augmentation rapide de la criminalité et des passeurs clandestins, tandis que la chasse aux compétences a eu pour effet que des pays en développement perdent un certain nombre de leurs citoyens les plus prometteurs. Les sociétés nationales de la Fédération se préoccupent souvent activement de ce problème, car il suscite des conditions de vulnérabilité tant dans les pays d'émigration que d'immigration.

La séance est levée à 18 heures.